

A Berne, des élus fédéraux de tous bords dénoncent la surveillance, en Suisse, de Tibétains et de Ouïgours

Pékin s'attire les foudres des parlementaires

« PHILIPPE BOEGLIN

Suisse-Chine » Personne n'est content, pourrait-on résumer. Des parlementaires de tous bords condamnent les agissements de la Chine, qui n'hésite pas à surveiller et intimider en Suisse même des Tibétains et Ouïgours opposés au régime communiste (lire notre édition du 6 avril). Unis dans la réaction, les élus contactés divergent en revanche au moment d'évoquer un possible durcissement de la politique à l'égard de Pékin.

Sur le fond, tous s'accordent. La loi prohibe l'espionnage sur le territoire de la Confédération. «Toutes les personnes établies en Suisse possèdent les mêmes droits fondamentaux, et notamment la liberté d'expression, la protection de la sphère privée et la sécurité», souligne Christine Bulliard-Marbach (le centre, FR), de la commission de politique extérieure du Conseil national. «Il ne devrait donc pas être possible que la Chine puisse surveiller des dissidents sur notre territoire. Le problème, c'est que sa surveillance ne se fait pas au grand jour, et qu'il s'avère difficile de la détecter et de l'éviter.»

Thématiser l'illégalité

Ces opérations, malgré leur discrétion, n'ont pas échappé au Service de renseignement de la Confédération (SRC), qui en fait part dans un rapport. La Suisse officielle dispose donc de passablement d'éléments pour se faire une idée de la situation.

Est-elle intervenue? Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) reste coi. «De manière générale, les pourparlers diplomatiques bilatéraux sont confidentiels. Il va de soi que, dans le cas de tout incident illégal survenu sur son territoire, la Suisse le thématise», communique Valentin Clivaz, chef médias suppléant.

Le député UDC Roland Rino Büchel veut en savoir davantage.

«Ce vendredi, je rencontre l'ambassadeur de Chine et lui demanderai ce qu'il en est au sujet de la surveillance des opposants au régime. J'ai besoin de réponses claires et veux savoir ce qu'il se passe sur notre territoire. Ce n'est pas vraiment dans nos habitudes de surveiller des personnes de la sorte.» Comment réagir vis-à-vis de Pékin? En lieu et place d'une riposte gouvernementale, le Saint-Gallois prône une responsabilisation de tout un chacun. «Le consommateur a beaucoup plus de pouvoir qu'il ne le pense. Il peut agir s'il le souhaite, en n'achetant pas des produits provenant de régions controversées (par exemple celles où des minorités comme les Ouïgours sont enfermées dans des camps de travail, ndlr). C'est à lui d'être conséquent.»



«Le consommateur a beaucoup plus de pouvoir qu'il ne le pense»

Roland Rino Büchel

L'écologiste Nicolas Walder (GE) a une autre approche et appelle à une réplique forte de Berne. «La Suisse doit durcir le ton vis-à-vis de la Chine. Nous sommes en partie responsables de ce qui arrive, car nous n'avons jamais fixé de limites à Pékin. En incitant nos entreprises à collaborer avec la Chine et à y

investir, nous avons renforcé le gouvernement.»

Membre de la commission de politique extérieure, le conseiller national énumère de possibles mesures. Parmi celles-ci figure «l'adoption de sanctions contre des dirigeants ou entreprises chinois, ou l'interdiction d'importation de produits fabriqués au Turkestan oriental (région des Ouïgours, ndlr), à l'image de ce qu'ont décidé les Etats-Unis, le Canada et le Royaume-Uni (l'UE en discute)».

Nicolas Walder parle aussi d'imposer «un code déontologique aux entreprises suisses, leur interdisant de travailler dans les régions où la Chine recourt au travail forcé», et de limiter la collaboration avec certaines entreprises chinoises.

Appel aux autorités

Autre député de gauche, le socialiste Fabian Molina constate que «la problématique de la surveillance en Suisse s'est aggravée ces dernières années». Pour le Zurichois, la diplomatie «en douceur» ne suffit plus et les minorités opposées à Pékin doivent bénéficier de toute la protection nécessaire. «Les autorités suisses doivent devenir davantage conscientes de la réalité, opérer un changement de culture et mieux se coordonner avec leurs alliés européens.»

Différentes interventions ont été déposées au parlement pour serrer la vis à l'égard du régime chinois, rappelle la centriste Christine Bulliard-Marbach, qui se dit ouverte à l'idée de les soutenir dans le cas où la nouvelle stratégie du Conseil fédéral ne porterait pas ses fruits. Cette stratégie, qui évoque le problème des droits humains, n'a pas plu à l'ambassade chinoise à Berne. Celle-ci y a vu des accusations infondées, et son ambassadeur a assuré que toutes les minorités de Chine jouissent du respect de leurs droits fondamentaux. »



Sous la Coupole, Christine Bulliard-Marbach (à dr.) s'interroge sur les moyens d'action. Keystone